

EVALUATION EXTERNE DU PROJET MULTI-PAYS CEMAATERR (PHASE II) TERMES DE REFERENCE

Référence : P240NA/202201/001

LE GERES

Créé en 1976, le Geres est une ONG de développement internationale qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie et lutte contre les changements climatiques et leurs impacts. En tant qu'acteur de terrain, la transition énergétique est un levier majeur de son action.

L'énergie est un fil conducteur et un dénominateur commun des actions du Geres, qui se structurent autour de 5 métiers : déploiement des énergies renouvelables, promotion de l'accès à l'énergie, maîtrise de la demande en énergie, accompagnement des interventions climat-énergie et mobilisation citoyenne pour la solidarité climatique.

Le Geres déploie ses métiers avec des approches transversales favorisant les impacts, la duplication à plus grande échelle et la pérennisation des actions : l'accompagnement du développement économique et la promotion d'une approche territoriale inclusive.

Pour un changement sociétal ambitieux, le Geres encourage le développement et la diffusion de solutions innovantes et de proximité, il accompagne les politiques territoriales climat-énergie et il mobilise tous les acteurs autour de la Solidarité climatique en les incitant à agir et à soutenir les plus vulnérables.

LE PROGRAMME CEMAATERR

Le projet multi-pays « Climat-Énergie : Mesures d'Adaptation et d'Atténuation sur les Territoires Ruraux » (CEMAATERR) porté depuis 2016 par le Geres et ses partenaires opérationnalise une approche transversale portée au niveau global que le Geres souhaite développer dans ses interventions sectorielles. Il permet de sensibiliser et d'accompagner les acteurs locaux dans la structuration et le déploiement de stratégies de transition contribuant au développement bas carbone et à l'amélioration de la résilience aux effets des changements climatiques de territoires ruraux et villes relais d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée.

La **première phase du programme (2016-2019)** s'est volontairement inscrite dans un cadre de planification climat-énergie large permettant de faire émerger une diversité d'actions contribuant à l'adaptation et atténuation des changements climatiques. Les interventions de CEMAATERR 1 ont ainsi permis de tester des

outils et principes d'action qui ont montré des résultats prometteurs en termes de montée en compétences et prise d'initiatives des acteurs locaux pour engager des dynamiques de collaboration autour des enjeux climat-énergie. Elles ont permis l'identification conjointe avec les partenaires de deux secteurs clés de la transition énergétique et écologique sur lesquels les acteurs publics locaux ont de véritables responsabilités avec un fort potentiel pour fédérer les autres acteurs du territoire (ONG/OSC, secteur privé, services déconcentrés, citoyen-nes) : bâtiments et biomasse-énergie.

La **phase 2 du projet (2019-2022)** vise ainsi, d'une part, à consolider les dynamiques de planification et de gouvernance multi-acteurs engagées lors de la première phase. Et d'autre part, à approfondir avec les partenaires ces deux problématiques en soutenant l'émergence de filières locales de services énergétiques durables dans le cadre d'approche territoriale intégrée.

Ses objectifs spécifiques sont :

- OS1 : Appuyer l'émergence ou la structuration d'un cadre participatif de planification et de gouvernance pour la mise en œuvre de la transition énergétique territoriale
- OS2 : Démontrer pratiquement la pertinence et la faisabilité de déployer des solutions énergétiques durables locales
- OS3 : Documenter, formuler et promouvoir une approche territoriale de la transition énergétique adaptée aux spécificités des territoires ruraux et villes relais

CEMAATERR fait l'objet d'une convention programme avec l'AFD dont la seconde phase de 3 ans parviendra à son terme en novembre 2022. Une convention programme a la spécificité de pouvoir avoir 2 renouvellements de phase (projetant donc une durée totale de 9 ans) et d'avoir une composante dédiée de capitalisation et la diffusion des connaissances avec l'objectif de renforcer les capacités de l'ONG de manière plus globale.

Cette seconde phase est déclinée dans **4 territoires à prédominance rurale particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques dans 4 pays d'intervention historiques du Geres :**

Deux territoires boisés situés en zone climatique tropicale fortement affectés par la déforestation et la dégradation des forêts :

- Le Département des Collines au Bénin, (14 000km²) qui comprend 6 communes (Dassa, Glazoué, Banté, Savalou, Savé et Ouéssé), réunies au sein du Groupement Intercommunal des Collines (GIC).
- Des zones tampons du massif forestier des Cardamones au Cambodge situées au sein des Provinces de Pursat (12 692 km²) et de Kampong Chhang (5 521 km²). 5 communes (Chiep, Kbal Tuek, Thnoat Chum, Trapang Chan et Progil) localisées dans 4 Districts (Tuek Phos, Borirbor, Krakor et Phnom Kravanh) seront plus spécifiquement ciblées à travers les activités pilotes.

Deux territoires montagneux confrontés à des hivers froids et rigoureux, exacerbant les problématiques de confort thermique :

- L'Aimag (Province) de l'Arkhangai en Mongolie (55 000km²) situé au cœur de la chaîne montagneuse du Khangai; subdivisée en 19 soums (districts). 2 à 4 soums seront plus spécifiquement ciblés pour les activités pilotes dont la capitale provinciale, Tsetserleg.
- La Province de Midelt au Maroc (13 121 km²) située dans la chaîne montagneuse de l'Atlas, au sein de la Région Drâa-Tafilalet. Elle est composée de 27 communes rurales et 2 urbaines ; 2 à 4 communes seront plus spécifiquement ciblées pour les activités pilotes.

Les parties prenantes et partenaires de l'action sont :

- **Les collectivités et autorités locales :** et en leur sein, les décideurs politiques, cadres et techniciens ayant à traiter des questions de planification territoriale et lutte contre les changements climatiques sont associées au pilotage et à la mise en œuvre : 6 communes du Département des

Collines et CoFoRmO (EPCI spécialisé dans les enjeux de déforestation) au Bénin, 2 provinces, 4 districts et 5 communes au Cambodge, 1 province au Maroc, 1 province et 2 Soums (entités administratives, villages/communes) en Mongolie ;

- Les **ONG locales partenaires** et de façon générale les **Organisations de la Société Civile (OSC)** : interfaces essentielles entre les populations locales, les collectivités et la société civile internationale, acteurs du développement local, le renforcement des compétences des OSC leur permettra de remplir ces rôles plus efficacement et d’asseoir leur légitimité : GIC- Collines et OSC du territoire au Bénin, 7 CF et 2 CPA au Cambodge, associations locales CDTDD et Jbel Ayachi au Maroc, ONG SDG Development et Union des constructeurs en Mongolie ;
- Le **secteur privé local : micro et petites entreprises dirigées par des H/F et couples**, souvent du secteur informel, tirant leur revenu des ressources naturelles locales ou fournissant des services aux usagers de ces ressources, accompagnées au développement d’une offre de services : transformatrices de produits agricoles et porteurs projets PFNL au Bénin, producteur-rices de charbon et Khmer Green Charcoal, entreprise de combustibles au Cambodge, artisan·es et entrepreneur·es de la filière bâtiment au Maroc et en Mongolie ;
- Les **populations rurales et urbaines des territoires-cibles, bénéficiaires finaux** des actions en bénéficiant d’une offre performante et de qualité de services énergétiques pour répondre à leurs usages productifs ou domestiques : élèves et personnels éducatifs au Maroc et Mongolie, utilisateur·trices finaux de charbon durable au Cambodge et et/ou de foyers améliorés au Bénin ;
- **Représentants des ministères au niveaux déconcentrés** : Services départemental des Eaux et Forêts au Bénin, département provincial du Ministère de l’Environnement et Administration forestière du Ministère de l’Agriculture, de la Pêche et des Forêts au Cambodge, Direction Provinciale de l’Education de Midelt, Accadémie régionale et Initiative Nationale pour le Développement Humain au Maroc, Autorité de régulation de l’Energie en Mongolie
- **Les membres des équipes projets (Geres, GIC & CoFoRmO)** bénéficient, à travers leur implication dans le programme, d’un renforcement de leurs compétences et expertises ;

Montage institutionnel

Le Geres met en œuvre le projet en étroite collaboration avec les parties prenantes et les partenaires. Il se décline en **4 composantes pays et une composante transverse** visant à poursuivre la montée en compétences et en visibilité de l’organisation sur des sujets clés relevant de l’approche territoriale.

Le projet est piloté par l’unité d’expertise du Geres (Geres Expertise : GEX) à travers la responsable du programme Territoires, énergie et climat basée en France au niveau du siège du Geres réalisant régulièrement des missions sur le terrain. Le déploiement des projets sur les terrains s’appuie sur les équipes du Geres qui animent la mise en œuvre des activités avec les partenaires. Au Bénin, la mise en œuvre d’une partie des activités est déléguée au GIC et à la CoFoRmO.

Le rôle des partenaires (Collectivités/autorités locales et ONG) varie en fonction notamment de leurs capacités, de la maturité des partenariats, et du contexte institutionnel (niveau de décentralisation/déconcentration).

Deux **binômes thématiques** sont définis selon une cohérence géo-climatique et des problématiques communes (bâtiments au Maroc et Mongolie et biomasse énergie au Bénin et Cambodge) afin de favoriser les échanges entre les territoires et le développement collectif d’un corpus d’outils, de solutions et de savoir-faire, ainsi que la formulation de principes d’intervention viables et reproductibles à l’échelle du Geres et au-delà, alimentant les réflexions stratégiques internes et la construction de positionnements communs.

OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'EVALUATION

La présente mission porte sur l'évaluation finale de la phase 2 de l'intervention du projet CEMAATERR telle que présentée dans la convention de financement signée avec l'Agence Française de Développement.

Cette évaluation doit permettre (i) **d'évaluer avec un regard critique la qualité de la phase 2 du programme à 6 mois de son achèvement** et (ii) **de discuter avec les partenaires locaux des orientations stratégiques et opérationnelles en vue de la poursuite des interventions.**

OBJECTIF 1

Il s'agit de conduire une analyse évaluative des 5 composantes du programme (4 composantes pays et une composante transverse) selon les critères CAD de l'OCDE pour les projets/ programmes de développement à savoir : pertinence, cohérence, efficience, efficacité, impact et viabilité. A ce titre elle :

- analysera la logique d'intervention du projet et son caractère évolutif (réajustements en cours de route) ainsi que le dispositif opérationnel mis en place avec les partenaires.
- évaluera dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins des partenaires du projet et des populations cibles
- mesurera le degré de mise en œuvre du projet, son efficacité, son efficience et la qualité des réalisations par rapport à ce qui a été prévu initialement tout en mettant en exergue sa cohérence et articulation avec les priorités locales et nationales
- jugera de la perception et de l'appropriation du projet par les principales parties prenantes (partenaires du projet institutionnels et de mise en œuvre, bénéficiaires...)
- appréciera les perspectives de prise en main de manière autonome par les principaux partenaires d'actions sur l'efficacité énergétique des bâtiments et sur la biomasse-énergie

Question évaluatives associées :

Pertinence & cohérence :

- Dans quelle mesure et de quelles façons le projet a-t-il contribué à répondre aux besoins des collectivités territoriales et OSC locales partenaires pour renforcer leurs actions dans le domaine de la transition énergétique?
- Dans quelle mesure les principales parties prenantes (collectivités territoriales, OSC) se sont-elles appropriées le projet et sont-elles en capacité de porter les enjeux et actions sur la biomasse-énergie et sur l'efficacité énergétique des bâtiments ? Dans quelle mesure le projet est cohérent avec les initiatives et politiques locales et nationales ?
- L'approche méthodologique et les outils de diagnostics et d'appui à la planification locale proposés ont-ils permis i) d'apporter une plus-value aux cadres et processus existants dans chaque contexte, ii) d'identifier des projets pilotes pertinents?
- La stratégie financière envisagée pour la recherche de co-financements était-elle pertinente ?
- Est-ce que les enseignements de CEMAATERR contribuent à faire évoluer le reste des interventions du Geres? (=> Composante transverse)

Efficacité :

- Dans quelle mesure les activités mises en œuvre à travers le projet ont-elles permis d'atteindre les objectifs et résultats initialement prévus ?
- Quels sont les facteurs-clé (internes ou externes) qui ont permis la réalisation (ou non réalisation) des objectifs définis et des résultats attendus ?
- De quelles manières l'appropriation ou bien le manque d'appropriation du projet par les partenaires et acteurs locaux ont-ils influencé l'efficacité et l'efficience du projet ?
- Des bonnes pratiques, réussites, enseignements tirés ou exemples transférables ont-ils été identifiés ?
- Concernant la qualité stratégique et opérationnelle des interventions menées au titre de la composante transverse pour : i) la coordination et le suivi des activités du programme (ii) l'appui aux projets, l'élaboration d'outils et de solutions méthodologiques (iii) la capitalisation et l'échange de bonnes pratiques en interne et en externe :
 - Quelle est l'efficacité des techniques d'animation territoriale et outils méthodologiques (de diagnostic et de renforcement des compétences) mis en œuvre ?
 - Quelle est l'efficacité des partenariats établis avec les collectivités, services déconcentrés et les OSC pour la conduite des activités (animation territoriale, expertise technique...) ?
 - Quelle est la contribution de CEMAATERR à la planification locale prenant compte des enjeux climat et énergie ?
 - Quelle est la contribution de CEMAATERR aux réflexions des réseaux d'acteurs locaux (CUF/ Climate Chance...) sur « l'approche territoriale climat /énergie » ?
 - Quelle contribution de CEMAATERR aux réflexions internes du Geres, au partage d'expériences entre régions et au renforcement des équipes locales sur la question de l'approche territoriale ?

Efficience :

- Les ressources humaines, matérielles et financières ont-elles été suffisantes pour délivrer les résultats attendus et dans les meilleures conditions ?
- Est-ce que les ressources du projet ont-été correctement utilisées pour l'atteinte des résultats attendus ?
- Quel type d'obstacles (administratifs, financiers, coordination et de gestion) le projet a-t-il rencontrés et dans quelle mesure cela a-t-il affecté son efficacité ?
- Comment les partenaires concernés ont été impliqués dans l'affectation / gestion des ressources allouées / disponibles ?
- Comment cela a influé, positivement ou négativement sur l'atteinte des résultats programmés (responsabilisation, appropriation, désengagement) ?

Effets & impacts :

- Dans quelle mesure le projet a des effets sur l'évolution des politiques publiques (locales et nationales) ?
- Dans quelle mesure le projet a un effet d'entraînement, par le biais des actions démonstratives ?

- Dans quelle mesure les activités démonstratrices ont-elles permis de créer/consolider des emplois, d'améliorer le confort des usagers, de réduire les consommations et dépenses énergétiques ?
- Quels moyens humains et financiers sont mobilisés par les partenaires locaux pour la mise en œuvre de la transition énergétique ?
- Y a-t-il eu des impacts ou des changements induits par le projet qui n'étaient pas planifiés ?
- Les indicateurs d'impact définis sont-ils pertinents, mesurables, à ajuster dans la perspective d'une troisième phase ?
- Quel est le niveau de capitalisation et de vulgarisation des apprentissages et des acquis de CEMAATERR ?

Viabilité & durabilité :

- Dans quelle mesure les principaux acteurs du projet (collectivités locales, OSC partenaires, représentants de la population) sont mobilisés, impliqués et sont en capacité de porter des décisions sur l'application de la réglementation thermique des bâtiments en Mongolie et au Maroc et sur les questions biomasse-énergie au Bénin et au Cambodge ?
- Dans quelle mesure la gouvernance locale pour l'efficacité énergétique des bâtiments et la biomasse-énergie est-elle pérenne ?
- Quelles sont les perspectives de reproductibilité des actions par les principaux partenaires (collectivités territoriales et OSC) en faveur de la biomasse énergie et de l'efficacité énergétique des bâtiments ?
- Les collectivités territoriales et les OSC partenaires ont-elles les moyens (humains, financiers) pour initier de nouvelles actions de manière autonome ?
- Les perspectives de demandes en matière d'Efficacité Énergétique Bâtiment et de bois énergie constituent-elles un socle intéressant pour développer des filières dans ces secteurs ?
- Dans quelle mesure et comment le contexte politique, économique, social & sanitaire a affecté le déroulement de CEMAATERR ?
- Quels sont les facteurs qui n'ont pas été pris en compte dans la planification et qui ont influencé les résultats du programme ?

OBJECTIF 2

Il s'agit de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles permettant :

- a) d'améliorer les interventions d'ici la fin de cette 2nde phase
- b) d'alimenter la réflexion pour la construction de la suite des interventions dans le cadre d'une 3^{ème} phase

Les questions évaluatives associées :

- Quelle continuité, adaptations ou innovations à rechercher par rapport à la phase 2 concernant les partenariats ?
- Quelles articulations peuvent être recherchées avec de nouveaux champs de la gestion territoriale (aménagement du territoire, gestion des ressources naturelles, patrimoine, transports, éclairage public, déchets...) et avec d'autres champs comme la conservation de la biodiversité, le développement des capacités des jeunes ou des femmes,

- Quelles expériences innovantes menées au travers de CEMAATERR seraient répliquables? Dans quel contexte social, économique et politique ?
- Quels partenariats stratégiques, opérationnels et financiers existants ou à créer pour une nouvelle phase ?
- Comment renforcer la cohérence de l'intervention avec les métiers du Geres relatifs à la mise en œuvre de la transition énergétique ?

LIVRABLES ATTENDUS

1. Un document de cadrage incluant une note méthodologique finale, une matrice mise à jour de questions évaluatives déclinées par composante sur la base des échanges avec l'équipe projet et un plan de travail ;
2. Des notes d'étape par pays intégrant les éléments de l'analyse et des ateliers par pays ainsi que des recommandations de stratégies d'intervention d'ici la fin du projet et dans la perspective d'une troisième phase ;
3. Un rapport provisoire d'évaluation consolidant les analyses pays et intégrant l'analyse de la composante transverse. Le Geres disposera de 8 jours pour relire le rapport provisoire et transmettre ses remarques aux évaluateurs ;
4. Un rapport final d'évaluation. Le Geres disposera de 8 jours pour relire le rapport provisoire et transmettre ses remarques aux évaluateurs ou l'accepter le cas échéant ;

Tous les livrables seront remis en langue française sous format électronique (dans des formats de documents standard modifiables .doc/.docx ou .odt).

ACTIVITES

La démarche proposée comprendra les étapes suivantes :

Phase de cadrage :

- Analyse sur base documentaire mise à disposition par le programme et auprès d'institutions identifiées par le prestataire
- Réunion de cadrage de la mission entre le Geres et le prestataire permettant de discuter de la méthodologie proposée, des questions évaluatives, et du programme des activités de terrain
- Téléconférence avec les différentes parties prenantes impliquées dans la bonne conduite de l'évaluation.

Phase de collecte de données : visites et entretiens (liste non exhaustive) :

- Avec les équipes projet
- Avec les OSC partenaires des projets
- Avec les élus et techniciens des collectivités/autorités locales
- Avec des bénéficiaires des actions pilotes

- Avec des collègues du Geres impliqués dans les activités de la composante transverse
- Approfondissement de l'analyse contextuelle par pays : collecte de données supplémentaires, affinement de l'analyse ;
- Animation d'ateliers participatifs avec les parties prenantes au Bénin, Maroc et Mongolie. Au Cambodge, compte-tenu de nos réflexions et décisions actées déjà, l'évaluation pourra se faire selon une modalité plus légère et adaptée via des entretiens à distance.

Phase d'analyse et de rapportage

Le prestataire consolidera les analyses par pays et de la composante transverse. Il exposera ses observations, formulera ses constats et portera ses appréciations sur le programme, aboutissant à des conclusions et recommandations. Ces éléments feront l'objet d'une restitution (au niveau du Geres et au niveau de l'AFD) afin d'aboutir à un rapport final.

Mise à jour du rapport d'évaluation en fin de programme

La fin de programme étant prévue en novembre 2022, le prestataire s'entretiendra ensuite de nouveau avec les principales parties prenantes du projet (chargée de programme, chefs de projet, partenaires...) pour la mise à jour des indicateurs et la prise en compte des activités effectuées.

Cette démarche proposée reste indicative. **Le prestataire proposera dans son offre une note méthodologique pour la conduite de l'évaluation, pouvant présenter des modifications à la démarche proposée.**

CALENDRIER

La mission débutera à la signature du contrat, et se terminera à l'acceptation du rapport final.

Le calendrier envisagé est le suivant :

- 4 mars : remise des offres techniques et financières
- Au plus tard le 15 mars: démarrage de l'évaluation
- Au plus tard le 30 mars: Remise de la note de cadrage
- Avril-mai : Collecte de données et missions de terrain
- Au plus tard le 30 mai : Remise d'un rapport intermédiaire provisoire et restitution au Geres
- 30 juin : Remise du rapport intermédiaire
- 30 novembre : Actualisation des indicateurs et remise du rapport final

Le prestataire, dans son offre, fera une proposition de calendrier pour l'appui en tenant compte de ces éléments. L'évolution de la situation sanitaire sera également étudiée avant tout déplacement sur le terrain.

PILOTAGE

Cette évaluation sera pilotée dans le cadre de la composante transverse du programme, coordonnée par la responsable de programme. Celle-ci sera l'interlocuteur premier du prestataire et coordonnera les échanges avec les équipes-projet sur les terrains et les partenaires.

Des échanges réguliers électroniques/téléphoniques auront lieu avec le prestataire sur l'avancement de la mission.

Un comité d'évaluation associant des membres de la direction du Geres de différentes régions participera aux réunions de restitution (physique ou téléconférence) des rapports. Ce comité animera en interne le dialogue autour des réflexions et recommandations portées par l'équipe d'évaluation.

BASE DOCUMENTAIRE

- Documents de programme et projets (français)
- Rapports d'avancements techniques et financiers, rapports des comités de pilotage (français et anglais)
- Livrables produits (français et anglais)

PROFIL DES CONSULTANTS

L'équipe d'évaluation externe sera constituée d'une équipe constituée de plusieurs consultant-es.

Il est recherché idéalement des **consultant-es nationaux-les** qui effectueront le travail de terrain et l'animation des ateliers participatifs avec les équipes-projets et les partenaires au Bénin, Maroc et Mongolie.

Ils/elles répondront au profil suivant :

- Diplôme universitaire en politiques publiques, développement durable, gestion d'administration, économie du développement ;
- Expérience d'au moins 5 ans en matière de coopération au développement notamment dans l'élaboration de stratégie d'intervention et planification programmatique et la gestion de projet de terrain;
- Connaissances sectorielles dans le développement durable des territoires, la gestion communale, la gouvernance participative locale (partenariats multi-acteurs), l'évaluation des politiques publiques ;
- Connaissance de la langue locale et de l'anglais ou du français
- Expérience avérée en matière d'animation d'ateliers participatifs. Des expériences innovantes en la matière seraient appréciées ;
- Expérience en renforcement de compétences locales sera appréciée ;
- Excellentes capacités d'analyse et de synthèse, d'écoute et de diplomatie ;

- Expertise en approche genre ; de plus, une connaissance spécifique des problématiques de genre dans chacun des pays concernés par l'appui sera très fortement appréciée ;
- Expérience significative en animation participative.
- Connaissance des problématiques relatives à l'entrepreneuriat exigée ;

Si besoin et à la demande, le Geres pourra communiquer des noms et contacts consultants nationaux dans les pays d'intervention.

Le/la consultant-e international-e / chef-fe de mission peut être l'un des trois consultant-es nationaux ou une 4ème personne. Il/Elle a pour rôle de coordonner une démarche méthodologique cohérente et de consolider l'analyse des terrains. Il/Elle est l'interlocuteur privilégié du Geres. Il/Elle répondra au profil suivant :

- diplôme universitaire en politiques publiques, développement durable, gestion d'administration, économie du développement ;
- expérience d'au moins 10 ans en matière de coopération au développement notamment dans l'élaboration de stratégie d'intervention et planification programmatique et la gestion de projet de terrain;
- connaissances sectorielles dans le développement durable des territoires, la gestion communale, la gouvernance participative locale (partenariats multi-acteurs), l'évaluation des politiques publiques ;
- expérience significative dans les 3 dernières années en matière d'évaluation externe de projets ou de programmes complexes ;
- expérience géographique dans au moins 2 régions du programme,
- excellente maîtrise du français et de l'anglais ;
- Connaissance des enjeux liés à la transition énergétique appréciée
- Sens critique, capacité à challenger et à proposer de nouvelles idées

La note méthodologique précisera le rôle de chaque évaluateur et évaluatrice.

OFFRE TECHNIQUE

Les candidats produiront une note technique incluant la compréhension des présents TdR, la méthodologie proposée, un chronogramme et la présentation de l'équipe d'évaluation. Celle-ci fera au maximum 5 pages hors annexes (CV et offre financière).

Les offres seront jugées selon la qualité de la méthodologie proposée et la pertinence du/des CV.

OFFRE FINANCIERE

Le montant de la prestation sera proposé dans l'offre financière du soumissionnaire ; il sera calculé sur la base d'un nombre de jours multiplié par un tarif journalier, correspondant à la mobilisation des prestataires impliquées.

Le budget proposé inclura l'ensemble des frais relatifs à la conduite de la mission : honoraires, frais de bureau, assurances ainsi que les indemnités de séjour (couvrant hébergement, alimentation, frais médicaux et autres frais courants) relatives aux missions sur le terrain.

Le montant maximum de la prestation est de 30 000€ TTC.

Le cas échéant, les transports internationaux seront remboursés par le Geres à hauteur du prix d'un billet d'avion en classe économique et du coût du visa. Ils ne doivent pas être inclus dans le budget.

Les déplacements locaux seront organisés et pris en charge ou remboursés au réel par le Geres.

SECRET PROFESSIONNEL, PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DEVOIR DE RESERVE

Le soumissionnaire s'engage à tenir confidentiel tout renseignement ou tout document obtenu dans le cadre de cette prestation et à ne pas faire de communication à des tiers sur les missions qui lui sont confiées.

Le soumissionnaire est tenu à l'obligation de réserve, et veillera, lors de sa prestation, à ne pas engager le Geres, auprès de ses interlocuteurs.

Le soumissionnaire reconnaît au Geres un droit exclusif d'utilisation des livrables qu'il s'engage à ne pas utiliser et à ne pas en divulguer le contenu à des tiers, sans accord préalable.

Le Geres pourra également transférer à tout tiers le droit d'utilisation exclusif de ce rapport.

CONTACT

Pour toute demande d'information veuillez-vous adresser à Clémentine Laratte, Responsable du programme Territoires, climat énergie : c.laratte@geres.eu et Baptiste Alibert, Contrôleur de gestion : b.alibert@geres.eu